

débat *militant*

Lettre éditée par des militants de la LCR | N° 66 | 1^{er} juin 2005

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@wanadoo.fr | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- Pour que la victoire du Non aide à une contre-offensive des travailleurs, pour leurs droits, par delà les frontières
- La répression n'intimidera pas la nouvelle génération, des manifestations au Non dans les urnes, la jeunesse s'affirme
- A propos du film « The Take » et les occupations d'usines en Argentine

Pour que la victoire du Non aide à une contre-offensive des travailleurs, pour leurs droits, par delà les frontières

« Le non a gagné et tout est bouleversé » concluait, non sans dépit, l'éditorialiste du *Figaro* le 30 mai, jour où Raffarin donnait sa démission. Mardi, Chirac nommait Villepin premier ministre et lui adjoignait son rival, Sarkozy. Affaibli au point de ne rien pouvoir trancher, Chirac constitue un gouvernement bicéphale. Les pitreries élyséennes occupent le devant de la scène alors que sur les lieux de travail et dans les quartiers la joie du camouflet infligé à la droite et à la gauche libérale se mêle à bien des interrogations, des inquiétudes voire une apparente indifférence aux suites du référendum.

Il est clair que les provocations de la clique chiraquienne incapable de surmonter ses propres divisions ne peuvent que souligner le décalage entre le monde du travail et celui des politiciens, des partis institutionnels, du pouvoir. La crise sociale et politique qui s'est exprimée dans le Non connaît une brusque aggravation. Après un nouvel épisode aigu, l'onde de choc fait son travail, bouleverse les vieux équilibres construits à travers la cohabitation droite-gauche et la collaboration de classe des directions syndicales ralliées au social-libéralisme.

Sous sa pression, le vieux monde se craquelle alors que la classe ouvrière n'a pas encore assez repris confiance en elle pour s'engager dans une contre-offensive sur le terrain réel de la lutte de classe.

Le sens et la portée du Non n'acquièrent toute leur importance que mis en perspective, dans l'enchaînement initié par le 21 avril et le 5 mai de la présidentielle de 2002 et la montée des luttes, en perspective aussi de la décennie qui s'achève, « la décennie Chirac ». De façon plus générale, il vient comme l'aboutissement d'une période.

« Un mai 68 dans les urnes » disait un journaliste, un nouveau « Dix ans, ça suffit ! ».

Certes, il n'y a pas d'équivalence entre la grève générale et le référendum, bien évidemment, mais à travers lui s'est exprimée la révolte contre une société bloquée, asphyxiée par l'exubérance du parasitisme financier, révolte au cœur de laquelle se trouve la jeunesse des lycées et des banlieues. Les analogies ne donnent que des éclairages, mais ce printemps 2005 ouvre bien une nouvelle période riche en possibilités du point de vue de la renaissance du mouvement ouvrier.

C'est une nouvelle étape qui peut contribuer à l'émergence d'une nouvelle conscience de classe au

sein même d'une large fraction de l'opinion populaire. Il n'y a là aucun automatisme. Les menaces et les dangers représentés par la montée des idées réactionnaires, sont bien présents, mais le mouvement ouvrier est en position de reprendre l'offensive.

L'issue progressiste et démocratique à la crise chronique dans laquelle le capitalisme plonge la société dépend des capacités du monde du travail à apporter ses propres réponses. Le rôle des révolutionnaires est de les formuler, de les mettre en œuvre avec lui.

« L'esprit de mai » balayé

Le vote du 29 mai apparaît sans ambiguïtés comme un vote des ouvriers et des classes populaires contre les partis de la cohabitation et la politique favorable aux classes privilégiées qu'ils mènent depuis plus de vingt ans. Il est la revanche sur le terrain électoral de l'échec des luttes sociales, amplifie le rejet du 21 avril 2002. Il est aussi la revanche sur le 5 mai 2002 de tous ceux qui, à gauche, n'ont pas digéré le vote Chirac.

Le chantage, voter non, c'est voter avec l'extrême-droite n'a pas eu de prise, pas plus que le chantage au chaos.

L'opinion populaire a d'abord et avant tout obéi à son propre sentiment, indépendante des élites porte-parole des classes privilégiées. Elle s'est laissée guider par sa propre colère, sa propre révolte comme pour dire : « *Vous nous avez bernés en agitant, après le 21 avril, le danger de l'extrême droite que vous avez vous-mêmes mise en selle et nourrie pour, le 5 mai 2002, nous faire voter Chirac. Eh bien, cette fois, c'est Non.* »

C'est Non parce que les conséquences des capitulations devant la droite et le patronat leur ont laissé les mains libres pour imposer leurs réformes, multiplier les attaques contre le monde du travail, amplifier leur offensive contre les acquis sociaux.

Vote protestataire, commentent les médias. A l'évidence puisque de toute façon c'était le seul vote possible.

Les dirigeants du PS accusent aujourd'hui Chirac et le gouvernement d'être responsables de la victoire du Non. C'est indiscutable, mais n'est-ce pas eux qui leur ont laissés les mains libres après avoir participé à la construction de cette Europe libérale, anti-sociale aux services des multinationales. N'est-ce pas Jospin qui déclarait que le Oui de droite et le Oui de gauche étaient compatibles ?

Les travailleurs ont rejeté les uns et désavoué les autres. Ils ont exprimé leur indépendance, discuté, et, sans céder au chantage, avec calme et maturité, rejeté cette constitution qui voulait leur faire approuver une politique entièrement soumise aux intérêts des classes dominantes.

Les luttes s'invitent dans les urnes

Leur Non est une revanche face au mépris et à l'arrogance du pouvoir, il est un effet différé du mouvement de 2003 comme les collectifs ont été, sur le plan politique, le prolongement des collectifs inter-pro de 2003. Ils ont été l'expression du besoin d'unité et de démocratie.

Le Non a été porté par les mobilisations. Il a puisé sa force dans les manifestations du 10 mars, dans le mouvement de la jeunesse des lycées, dans la journée de désobéissance civique du 16 mai comme dans les luttes des salariés de Carrefour, de Total, et de bien d'autres.

La question sociale, la question de la répartition des richesses, a été au centre du débat. A l'économie de marché, à « *la concurrence libre et non faussée* » se sont opposés les besoins des classes populaires, l'exigence d'une économie qui soit aux services des besoins sociaux et non de l'avidité d'une minorité de gros actionnaires.

Surmontant les obstacles qu'il n'avait pas eu les moyens de franchir sur le terrain des luttes sociales, le mécontentement a condamné le capitalisme libéral.

Et la seule réponse de Chirac est encore plus d'arrogance, de morgue et de mépris que symbolisent, dans leur personne même, Villepin et Sarkozy.

« *La nouvelle impulsion* » annoncée par Chirac, c'est la politique défendue par Sarkozy, une exacerbation du libéralisme au nom de la défense d'une France forte. Les voilà bien ces champions de l'Europe qui se drapent maintenant dans un nationalisme digne de De Villiers ou Le Pen.

Désavoués, rejetés, ils s'accrochent au pouvoir et s'acharnent à poursuivre une politique qui épuise

l'économie, aggrave le chômage, la précarité, prend sur le niveau de vie de la population pour nourrir les profits.

Ignorant une fois de plus le verdict des urnes au lieu de partir et de céder la place, ils provoquent l'opinion, cherchent à intimider.

La répression dont sont l'objet les animateurs du mouvement lycéen comme les scandaleuses poursuites judiciaires dont sont l'objet les postiers de Bordeaux laissent entrevoir ce que sera le dialogue social pour le gouvernement Villepin-Sarkozy, le gouvernement de deux ministres de l'Intérieur.

Unité pour les droits des travailleurs

Face à l'arrogance et au mépris du pouvoir, ce qui est à l'ordre du jour, c'est de renforcer, d'élargir l'unité qui a pris corps durant la campagne pour le Non.

A la nouvelle offensive de la droite et du patronat qui entendent retourner la situation en leur faveur et reprendre l'initiative, il faut opposer le front uni des travailleurs et de leurs organisations.

La grève des cheminots de ce 2 juin apparaît comme une première réponse à Chirac-Villepin-Sarkozy au même titre que la défense des postiers de Bordeaux qui est en train de s'organiser.

La dynamique unitaire dans ce qu'elle a de profond, de démocratique, de dépassement des cartels d'organisations, vient d'en bas, du regain militant... C'est cette dynamique que les militants du mouvement social, quelle que soit leur appartenance politique, doivent amplifier.

Le patronat et le gouvernement entendent jouer des divisions qu'ils ont su attiser en profitant des reniements de la gauche et des capitulations des directions syndicales dominées par le social-libéralisme ou le réformisme.

L'essentiel aujourd'hui est de surmonter ces divisions pour unir les forces de ceux qui entendent résister, prolonger le Non des urnes pour développer les mobilisations.

L'heure n'est pas à la préparation des échéances électorales de 2007 mais à concrétiser la force du Non, à lui donner un prolongement dans les luttes.

Les collectifs qui ont surgi à travers le pays ont su exprimer, donner force et vie à la révolte des classes populaires. Bien que souvent engoncés dans les limites de l'antilibéralisme, ils ont porté le débat, argumenté, mobilisé, armé. La victoire du Non peut contribuer à poursuivre la mobilisation pour coordonner les résistances et discuter de la politique nécessaire à ces résistances, aux luttes.

Les révolutionnaires sont pleinement partie prenante de cette tâche.

Tous ensemble, traçons la perspective de l'unité des travailleurs pour les salaires et leurs droits, ici, et avec nos frères de classe par delà les frontières, en Europe.

L'unité n'exclut pas les divergences, les discussions. De nouvelles pratiques militantes animent les relations entre militants, la démocratie ouvrière reprend ses droits. C'est un énorme progrès.

Les révolutionnaires ne sont ni des sectaires ni des dogmatiques. Nous ne sommes en rien détenteurs d'une quelconque vérité mais participons, de l'intérieur même du mouvement, à la lutte de classe de façon la plus lucide, la plus consciente possible aidant aux prises de conscience à travers les expériences individuelles et collectives.

Le travail de construction du parti ne relève nullement d'une simple délimitation programmatique extérieure aux masses, à leur préoccupation mais participe du processus d'auto-organisation des masses elles-mêmes au sein desquelles vivent et militent les révolutionnaires.

Notre programme résulte de la constatation d'un fait dont la bourgeoisie et son Etat apportent des démonstrations quotidiennes : la domination de la propriété privée capitaliste est incompatible avec le progrès et la démocratie.

C'est l'expérience même qui convaincra tous ceux qui pensent que seule serait en cause la politique libérale sans qu'il soit nécessaire de transformer de façon radicale le système économique et social.

Les exigences sociales sont indissociables des exigences démocratiques, c'est-à-dire de la question du pouvoir. Au cœur de la question de la répartition des richesses, il y a la question de la démocratie et du contrôle : qui décide, les multinationales de l'industrie, du commerce et de la finance ou les salariés et la population ?

Et c'est en travaillant à l'unité du monde du travail que nous pourrions regrouper, démocratiquement, autour de la perspective d'un changement radical de société.

Aujourd'hui, face à l'arrogance de la clique qui s'impose au pouvoir au mépris de la démocratie, tout pas en avant passe par le front uni des travailleurs et de leurs organisations, c'est-à-dire faire vivre la démocratie dans le mouvement ouvrier.

Yvan Lemaitre



La répression n'intimidera pas la nouvelle génération, des manifestations au Non dans les urnes, la jeunesse s'affirme

Le mouvement lycéen, malgré l'acharnement policier et judiciaire, ne baisse pas la tête. Au contraire, cette répression souligne qu'il a été un des événements majeurs d'une année marquée tant par les luttes économiques des salariés que par la lutte politique pour s'opposer à la constitution européenne. Le mouvement de la jeunesse, qui connaît peu les cloisons formelles et artificielles, a participé à la fusion des luttes sociales et politiques en un combat commun contre la logique des profits qui détruit nos droits démocratiques et sociaux. En cela, le mouvement lycéen s'est intégré aux mobilisations nombreuses des travailleurs pour les salaires, pour une autre répartition des richesses et contre l'augmentation du temps de travail. Ce mouvement global a bouleversé la situation politique, faisant du Non au référendum le prolongement politique des luttes sociales.

Une nouvelle génération, libre du poids des appareils sociaux libéraux tant syndicaux que politiques, est entrée en scène. Sa révolte, sa spontanéité et la contestation sociale qu'elle porte marquent une rupture avec les illusions d'une démocratie de marché et participent d'une libération des consciences porteuse d'espoir pour l'ensemble du mouvement social.

Rupture et libération pour une nouvelle génération militante

A travers le combat des jeunes contre la loi Fillon, pour le droit à la culture pour tous, s'est exprimée une contestation plus profonde et plus globale, contre les inégalités, contre ce système qui les produit et qui bafoue les droits des peuples, des travailleurs et des jeunes.

En se confrontant directement avec l'inertie et la capitulation des directions syndicales, puis avec le parlement et son corollaire, la répression policière, une nouvelle génération militante s'est formée en accéléré. L'Etat s'est révélé pour ce qu'il était, une machine à imposer la loi des patrons par des parlementaires ou par des policiers. Avec la jeunesse, les consciences se dégagent de la propagande du diagnostic partagé, c'est-à-dire de la possibilité d'une culture accessible à tous, d'une réelle égalité sociale, d'une réelle démocratie dans le cadre de l'économie de marché. La rupture s'opère avec le mensonge des politiciens de gauche comme de droite.

Lors de l'entre deux tours des Présidentielles de 2002, ce mensonge s'est incarné dans « un sauveur de la démocratie », Chirac et le pacte républicain, plébiscité par les partis de gauche l'appelant au secours face à leur faillite. En 2003 contre Bush et la guerre en Irak, c'est ce même sauveur qui est appelé en renfort pour masquer une mondialisation de moins en moins heureuse mais de plus en plus guerrière. Demain, ils voudront nous faire accepter un nouveau sauveur face à la crise économique et politique : la gauche plurielle sous une autre forme. Mais une large fraction de la jeunesse, éduquée dans ce mensonge, confrontée dans la lutte avec la réalité d'un système d'exploitation que la répression participe à dévoiler, est en train de rompre. Avec elle, c'est l'ensemble du mouvement social qui commence à s'émanciper de l'illusion paralysante d'un possible aménagement social du capitalisme qu'alimentent les directions des syndicats et des partis de gauche.

Face à tous les obstacles institutionnels, politiques et syndicaux, la jeunesse a fait l'expérience

qu'elle ne pouvait compter que sur elle-même, sur sa lutte, sa propre organisation, pour faire valoir ses droits. Son mouvement l'a amenée à se confronter à la justice et à l'Etat, à remettre en cause la légitimité du pouvoir, à ne pas respecter l'ordre et les cadres établis par le système. Cette expérience est partagée par l'ensemble du mouvement social, participant de son renouveau, pour que se reconstruise une conscience de classe.

La jeunesse s'empare du débat sur l'avenir de l'Europe

La jeunesse des lycées, à travers son mouvement, a pris goût au débat démocratique, organisé à la base dans des structures d'auto-organisation comme les coordinations et les assemblées générales. Ce besoin de débat issu d'une mobilisation sur l'avenir de l'éducation, a coïncidé avec celui sur la constitution européenne posant la question de quelle Europe nous voulons, c'est-à-dire de quelle société nous voulons.

Elle a alors été confrontée au même mensonge des partisans du Oui, gouvernants depuis 20 ans et responsables de l'aggravation des inégalités tant dans l'éducation que dans le reste de la société. Ce mensonge défendu ouvertement dans tous les médias, voulant nous faire croire en une Europe sociale, démocratique et égalitaire sur la base d'une économie de marché capitaliste, libérale et organisant la concurrence de tous contre tous, apparaît clairement à une large partie de la jeunesse et du monde du travail, suscitant la révolte et un rejet profond.

Dans certains lycées, des militants du mouvement ont conquis des espaces de démocratie et de libertés politiques, organisant des réunions pour discuter de la constitution en lien avec leur mobilisation et la répression qu'ils subissent, associant des profs, des militants du mouvement social, créant un tous ensemble social et politique contre le libéralisme.

Cette prise de conscience d'une jeunesse qui entre en lutte ne connaît à priori pas de limites, sinon celles de l'idéologie libérale, de droite comme de gauche, dans le camp du Oui comme dans celui du Non, qui, désavouée, voudrait réanimer un sauveur, perpétuer un mensonge, faire du vieux avec du neuf, bercer des vieilles illusions réformistes les jeunes générations pour perpétuer l'ordre établi.

Le renouveau du mouvement révolutionnaire passe par la jeunesse

Face à cette impasse, la tâche de l'heure pour les révolutionnaires est d'aider les consciences à aller jusqu'au bout de la rupture avec ce système, sa logique économique et les institutions qui les servent. L'espace de liberté conquis à travers les mobilisations de cette année nous aide à repenser le monde. A l'issue du référendum, ce débat se situe sur une base européenne et internationaliste. Du rejet du libéralisme à la remise en cause de l'économie capitaliste, du besoin d'une Europe démocratique à la rupture avec les institutions parlementaires bourgeoises tant nationales qu'européennes, toutes les questions pour construire un autre projet de société nous sont posées.

Pour penser un autre projet de société, un projet révolutionnaire pour l'avenir, les révolutionnaires ont besoin de la vigueur et de l'audace de cette nouvelle génération militante. Le gauchisme issu d'une période où l'extrême gauche était marginalisée par le stalinisme et les marges de manœuvres de la social-démocratie ne répond pas au besoin des jeunes. L'avenir du mouvement révolutionnaire est dans la prise d'initiatives de la jeunesse, dans sa prise en main de toutes les affaires qui concernent la société comme dans la remontée d'une combativité ouvrière indépendante des vieux partis de gauche.

Les débats qui s'ouvrent sur le débouché politique après la victoire du Non comme celui qui est posé dans les lycées sur les formes d'organisation à mettre en place pour maintenir les liens, continuer et approfondir la lutte, sont les mêmes. Il s'agit de faire vivre une démocratie directe dans les collectifs et les coordinations, démocratie nécessaire pour construire un rapport de force, élaborer un plan de riposte sociale, construire une force de lutte sociale et politique pour imposer les droits démocratiques et sociaux des jeunes et des travailleurs contre les gouvernements quelle que soit leur couleur politique. Cette nouvelle force ne peut être que démocratique et révolutionnaire car ne reconnaissant que la légitimité du pouvoir de la rue et des luttes pour remettre en cause le capitalisme et organiser l'économie au service de la satisfaction des besoins sociaux. Pour relever ce défi, l'extrême gauche a besoin de faire peau neuve en se mettant au service de la jeunesse pour repenser avec elle son héritage politique, le marxisme révolutionnaire.

Une renaissance des idées du communisme, démocratique et révolutionnaire, s'opère par

l'intervention de la jeunesse qui en fait son affaire pour apporter sa force, son énergie et sa vitalité au chantier de la construction d'un parti des travailleurs.

Vincent Campbell



A propos du film « *The Take* » et les occupations d'usines en Argentine

Ces dernières semaines, les militants, ainsi que le grand public, ont pu découvrir un chapitre important de l'histoire récente du mouvement ouvrier argentin à travers le film « *The Take* ». Le phénomène est assez rare dans le cinéma commercial et mérite d'être souligné. Voir sur un écran les usines occupées, les assemblées ouvrières... est nécessairement exaltant, mais également une source de réflexion et un appel à la lutte. La sortie de « *The take* » en offre l'occasion et appelle aussi quelques précisions.

L'occupation d'usines et leur mise en fonctionnement par les travailleurs est un des aspects de la mobilisation historique de la classe ouvrière et du peuple argentin qu'on identifie à l'« *argentino* » (manifestations des 19 et 20 décembre 2001 suivies de la chute du gouvernement De la Rúa). En fait, l'« *argentino* » n'est pas un événement isolé ; il s'inscrit dans une période de la lutte des classes qui n'est pas encore achevée. Le film reflète mal ce lien entre « prise » (take) des usines et intervention révolutionnaire du mouvement ouvrier. Par contre, il fait un raccourci abusif en 30 secondes de l'histoire argentine et du péronisme, présenté comme un moment supposé de prospérité. Il s'efforce d'expliquer les « prises » comme le résultat d'une situation de misère nouvelle, quand en réalité elles sont plutôt une manifestation et un moteur de l'action directe des masses, propre à toute période révolutionnaire.

En Argentine, près de 200 entreprises ont été occupées à partir de 2001. Le mouvement a commencé avec la crise de 1998 en réponse aux manœuvres des patrons (salaires non payés, entreprises « vidées » de leur matériel, bâtiments abandonnés...). Ces manœuvres ont été au nombre de 2000 dont les 10 % ont donné lieu à une intervention ouvrière prolongée.

L'occupation et la gestion ouvrière ont été une réponse à la crise capitaliste dans un cadre de mobilisation révolutionnaire. Les situations ont été très diverses dans les différentes usines et le sort de 200 occupations aussi. « *The take* », par contre, semble vouloir illustrer un schéma qui est celui de Naomi Klein, réalisatrice du film, et non celui de la classe ouvrière en Argentine : l'auto-gestion serait une nouvelle solution et un nouveau mode d'organisation sociale, de production de la classe ouvrière et des exploités.

Dans la réalité, dans la mesure où les occupations correspondent à des situations diverses, dans une période très riche de la lutte des classes, avec des retournements de situation, des hauts et des bas, le sort de chaque usine doit mériter une attention particulière et aucun schéma prédéterminé ne peut s'appliquer. Le film présente 3 cas d'occupations et les exalte. A Forja San Martin, quelques ouvriers qualifiés prennent l'initiative de constituer une coopérative pour récupérer la production de l'entreprise, mais ils décident de se maintenir à la marge de la mobilisation générale de la classe ouvrière et de la population. Cette auto-gestion démontre elle-même ses limites. A Zanon, dont le syndicat a été à l'initiative de l'occupation et où les partis de gauche sont très présents, les ouvriers font fonctionner l'usine avec un lien direct avec la population et le mouvement ouvrier national et réclament l'expropriation et le fonctionnement de l'usine sous contrôle ouvrier. Le conflit n'est toujours pas fini. A Bruckman, une coopérative a été finalement constituée pour reprendre la production sur des bases capitalistes, mais le conflit avait connu des mobilisations très importantes. Les ouvrières (une majorité des salariés étaient des femmes) avaient réussi à occuper l'usine et à mobiliser le quartier, et même la ville de Buenos Aires, avec des méthodes et des revendications très combatives, mais finalement la direction de gauche de l'usine a été renversée par un mouvement lié à l'église qui a cherché un accord avec le gouvernement et les anciens patrons.

Comme on le voit, « *toute théorie est grise et vert est l'arbre de la vie* ». La richesse de la lutte de

la classe ouvrière argentine mérite autre chose qu'une exaltation bancale de l'auto-gestion. Le mouvement alter-mondialiste en Argentine qui est aujourd'hui très marginal, a toujours pris position contre les formes de mobilisation de la classe ouvrière : les *piqueteros*, les syndicats, les partis politiques. Par contre, ils ont revendiqué la mise en œuvre de projets productifs. Ils ont essayé d'opposer l'ouvrier en tant que sujet productif et le mouvement ouvrier comme sujet de lutte politique et sociale.

Les occupations d'usine, l'*argentinazo* et l'ensemble des phénomènes associés demandent un débat et un échange entre les militants français et DM entend y contribuer.

Les militants intéressés par le thème des usines occupées peuvent se procurer à La Brèche le livre « Fábricas ocupadas » de Pablo Heller dont le prologue est de Jorge Altamira, dirigeant du Parti Ouvrier, ainsi que d'autres documents. Par ailleurs, le CALPA (comité de soutien aux luttes du peuple argentin) développe une activité systématique de solidarité avec les luttes, et de débats au sujet de la situation politique.

Le samedi 4 juin à 19h30, vous pourrez assister à une projection-débat sur le thème des usines occupées et récupérées en Argentine autour du film documentaire « Recuperada » de Julie Lastmann à la salle Jean Dame, 17 rue Leopold Bellan (M° Sentier). Le film et le débat vont être très riches et nous vous invitons vivement à y participer.

Vous pouvez contacter le CALPA à info@calpa-paris.org ou au 21ter rue Voltaire (Paris 11^{ème}) et trouver des articles et informations sur le site www.calpa-paris.org

Marcelo N.



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débat***militant*. Merci.